

# le pouvoir aux travailleurs

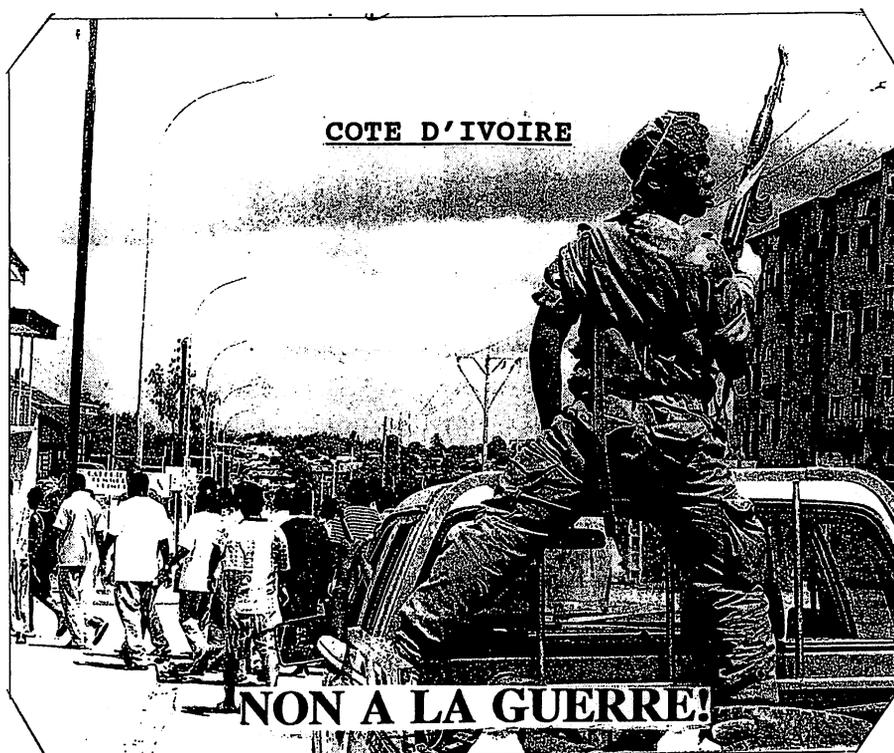
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 24 NOVEMBRE 2002 N° 297

PRIX 0,60 Euros (4 F)



**NON A LA DICTATURE MILITAIRE!**

**NON A L'IVOIRITE ET**

**AU NATIONALISME!**

**NON A GBAGBO, OUATTARA, BEDIE!**

SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

Page 2  
Editorial

Page 4  
- Côte d'Ivoire : Les  
n é g o c i a t i o n s  
piétinent  
- Echos de Côte  
d'Ivoire (page 7)

Page 10  
Sénégal: Wade veut  
faire prendre des  
vessies pour les ...

Page 11  
Tchad-Centrafrrique:  
Des paysans victimes

Page 12  
Nigéria: L'élection  
de Miss monde  
provoque un bain de  
sang

Page 13  
Sarkosy va en guerre  
cintre les réfugiés

### ABONNEMENT FRANCE:

1 an: 13 Euros (85 F)

Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

### ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

2

## é d i t o r i a l

### CÔTE D'IVOIRE

**NON A LA GUERRE!  
NON A LA DICTATURE MILITAIRE!  
NON A L'IVOIRITE ET AU NATIONALISME!  
NON A GBAGBO, OUATTARA ET BEDIE!**

La guerre engagée entre les forces gouvernementales et les forces rebelles n'est pas en voie de règlement. On peut même y ajouter un nouveau problème, celui de l'éclatement possible des forces loyalistes elles-mêmes.

La guerre peut éclater à tout moment. L'enjeu n'est plus, depuis longtemps, les premières revendications corporatistes des militaires rebelles. Aujourd'hui, Gbagbo craint pour son pouvoir. Le danger pour lui est d'abord du côté des rebelles, apparemment favorables à Ouattara. Ceux-ci remettent ouvertement en cause sa légitimité. Gbagbo a, en effet, été porté au pouvoir sans la participation de tous les principaux prétendants au pouvoir lors des élections présidentielles de l'an 2000. De plus, ces élections ont été accompagnées d'un coup de force militaire, notamment de la gendarmerie, pour chasser Guéi. Enfin, ce 26 octobre 2000, il y a eu cette tragédie contre les partisans d'Alassane Ouattara qui réclamaient la reprise des élections et qui a entraîné plusieurs dizaines de morts parmi eux, le "charnier de Yopougon".

Le danger pour Gbagbo vient, en deuxième lieu, de son propre camp. Il craint un coup d'Etat militaire. Il sait qu'il se trouve dans la même configuration que Bédié en 1999, avant le coup d'Etat de Guéi, lui aussi, parti d'une mutinerie de l'armée.

Le danger, de ce côté-là, semble aujourd'hui réel. D'ailleurs, la question se pose vraiment, depuis l'enlèvement de ce conflit, de savoir, dans quelle mesure Gbagbo détient encore le peu de pouvoir que les forces armées avaient eu la bienveillance de lui laisser, lorsqu'elles le portaient au pouvoir. Il est vrai qu'il semble toujours bénéficier du soutien de la gendarmerie, notamment de sa hiérarchie. Mais pendant combien de temps cela durera-t-il encore? Que fait donc Gbagbo contre ses propres forces armées qui sont les

auteurs des nombreux meurtres et assassinats, ces "escadrons de la mort", ces rackets au quotidien, au vu et au su de tous, comme jamais auparavant? Gbagbo voudrait-il mettre un terme à toutes ces exactions qu'il n'y pourrait rien! Il a peur de sa propre force armée! En plus, il en a aussi besoin pour contrer les forces rebelles. Mais son armée, elle, n'a pas besoin de lui. Encore moins aujourd'hui. Alors, Gbagbo leur tend la carotte. Aux premières augmentations que les militaires avaient obtenu, s'ajoutera maintenant une autre, puisque Gbagbo a déjà pondu un décret dans le sens d'améliorer encore plus les conditions de travail et de rémunérations de ces soldats.

Si la situation politique continue à s'enliser encore plus, ce n'est pas seulement du côté de l'armée que Gbagbo devra craindre mais aussi du côté de la bourgeoisie. A commencer par l'impérialisme français qui a d'énormes intérêts en Côte d'Ivoire et qui voit d'un mauvais oeil la tournure actuelle des événements. Alors, d'ici que ces vrais maîtres de Gbagbo décident de le lâcher pour changer de cheval, il n'en faudrait plus beaucoup.

Déjà, à en croire les bruits de couloir qui circulent à Abidjan, les vraies raisons du changement des heures du couvre-feu qui a été ramené de 21h à 19h il y a de cela quelques jours, viendraient du fait que Gbagbo aurait été victime d'une tentative d'assassinat malgré le fait que toute sa protection rapprochée est contrôlée par des mercenaires à sa solde. Gbagbo ne faisant plus confiance à son armée!

L'enjeu de cette guerre, si elle éclate, c'est donc pour permettre à Gbagbo de garder son pouvoir. Voilà pourquoi ses partisans demandent aux "ivoiriens" de "donner leur sang"!

Pour les mêmes raisons, le pouvoir continue de prétendre que le pays est en danger, victime d'une agression venant d'une puissance étrangère que serait le Burkina et la Libye. Le journal "Notre Voie" laisse même courir le bruit que la main d'Al Quaida de Ben Laden ne serait pas loin. Tout cela ressemble à une grosse manipulation pour mobiliser les populations, pour défendre "la patrie" en danger!

Mais ce faisant, c'est une guerre inter-ethnique qui se profile à l'horizon. Parce que les manifestations de Bouaké ont aussi montré que les rebelles, eux aussi, ont le soutien de jeunes de ces régions-là. De là à les entraîner dans cette guerre, il n'en faudrait pas beaucoup; d'autant plus que les massacres du 26 octobre sont encore présents dans tous les esprits.

Alors, entre choisir le camp d'un Gbagbo, d'un côté, qui mène une politique en faveur des pauvres en parole mais pro-patronale en fait - ces deux ans de pouvoir FPI le montrent amplement - et, de l'autre, choisir le camp d'un Ouattara ou d'un Bédié que l'on a déjà vus à l'oeuvre et qui mèneront la même politique que Gbagbo, c'est-à-dire une politique résolument contre les travailleurs, la classe ouvrière n'a pas à choisir: c'est blanc bonnet, bonnet blanc. De plus, on ne peut plus écarter l'hypothèse d'une dictature militaire qui perdure et qui serait encore plus préjudiciable à la classe ouvrière.

Alors, les travailleurs doivent se méfier de toute cette clique de politiciens à commencer par Gbagbo, qui cherche à protéger son pouvoir en entraînant le pays vers la barbarie. Les travailleurs qui pensent que Ouattara au pouvoir représenterait mieux leurs intérêts se trompent. Comme pour Bédié, il suffit de se rappeler leur politique lorsqu'ils étaient au pouvoir.

## CRISE IVOIRIENNE

### LES NEGOCIATIONS PIÉTINENT

Cela fait plus de deux mois que le pays est partagé en deux. Les négociations de Lomé (depuis le 30 octobre), sous la houlette de Eyadéma pour le compte de la CEDEAO, ne semblent pas donner plus de résultat que les réunions de conciliation de Bouaké sous l'autorité sénégalaise.



Signature du cessez-le-feu  
entre mutins et gouvernement

Les rebelles ainsi que leur parti politique le MPCCI, réclament la démission de Gbagbo, une révision de la constitution et la tenue d'élections "sans exclusive" dans les six mois.

En guise de réponse Gbagbo, lors d'un colloque économique réunissant des grands patrons, a évoqué la tenue possible d'un référendum en 2003 ou 2004. Ce référendum porterait sur le maintien ou pas de l'actuelle constitution (dont les clauses d'éligibilité empêchent la candidature de Alassane Ouattara originaire du Nord). D'autres consultations seraient nécessaires selon lui, pour faire entériner de nouveaux amendements concernant les alinéas contestés. Ce n'est qu'à l'issue de tout cela, c'est-à-dire probablement vers la fin de son mandat actuel, que de

nouvelles élections présidentielles pourraient se tenir.

Les rebelles qualifient de "diversion" les déclarations de Gbagbo. La crise se poursuit et les négociations de Lomé piétinent. Paris dont les intérêts en Côte d'Ivoire, pays phare de son pré carré dans la région sont importants, s'en inquiète. Un certain Dutheil De la Rochère ancien ambassadeur français à Abidjan vient d'être dépêché à Lomé par le ministère français des affaires étrangères. Officiellement il s'agit d'un simple "observateur" sans arrière pensée d'ingérence. Il y a huit ans, la soi-disant "non-ingérence" de l'impérialisme français a consisté à couvrir les agissements des génocidaires rwandais. C'est au nom de ce même principe que Chirac le président actuel aidait son préféré Ratsiraka à se maintenir au pouvoir à Madagascar par des élections truquées et des méthodes de gangster.

Les grandes puissances dont la France, cherchent à faire en sorte que le climat d'instabilité actuel prenne fin. Cette situation n'est pas favorable à la bonne marche des affaires. De plus, l'effondrement politique et économique de la Côte d'Ivoire ne manquerait pas s'il perdure, d'entraîner celui d'une série de pays limitrophes. Les répercussions peuvent se révéler imprévisibles et préjudiciables aux intérêts impérialistes. Ce genre de considération constitue l'essentiel des préoccupations des grandes puissances. C'est une de leurs raisons pour le maintien de la présence sur le sol ivoirien d'une base militaire française. Mais Chirac n'ignore pas qu'un enlèvement est possible. C'est pour cela qu'il cherche à s'en désengager en prenant au préalable soin de remplacer les militaires français par une soi-

disant force d'interposition de la CEDEAO composée de 1 200 hommes, commandée par le Sénégal qui en fournirait plus de la moitié. Ainsi l'étiquette et la chair à canon seraient africaines.

La confrontation armée entre les deux parties en conflit aura-t-elle lieu ? Si oui quelle en sera la conséquence pour la population civile qui est composée de différentes ethnies ? Les rapports entre elles ne cessent de se dégrader à force d'être excités par les dirigeants. Plusieurs types de scénarios catastrophe sont possibles. Une évolution du type Libéria ou Sierra Léone avec des bandes armées ethnico-maffieuses sans foi ni loi contrôlant des gisements de pierres précieuses au profit de négociants occidentaux, ne constitue malheureusement pas qu'une simple vue de l'esprit.

Mais on ne peut pas non plus exclure que les deux parties finissent par se trouver un terrain d'entente. Il ne faut pas oublier que si les forces armées rebelles et gouvernementales s'affrontent aujourd'hui, elles faisaient partie hier encore du même corps obéissant aux mêmes chefs militaires et politiques qui, de Bédié à Gbagbo en passant par Guéi ont défendu la même politique xénophobe. Les "zinzins", les "Bahéfoué" et autres "Cosa Nostra" qui se complaisent à faire joujou avec des armes de guerre n'ont pas une réputation d'être

spécialement des tendres envers les petites gens même si souvent nombre d'entre eux en sont issus. La réputation des FANCI et de ses composantes "escadrons de la mort" qui sèment la terreur dans les quartiers pauvres d'Abidjan n'est plus à faire.

Que ce soient les hautes autorités administratives ou les cliques militaro-policières, toutes sont constituées de gens dont l'objectif principal est de s'accrocher à des postes au service d'un ordre social injuste. Autant dire que quel que soit le compromis trouvé il le sera forcément au détriment des populations vivant dans les deux parties du pays.

Dans tout le pays l'économie est presque paralysée. La famine et la maladie sont déjà installées dans les régions défavorisées et enclavées du Nord. Les agences humanitaires des Nations unies ont lancé un appel d'urgence pour réunir près de 16 millions de dollars afin de venir en aide aux centaines de milliers de personnes qui ont dû fuir pour échapper à des attaques xénophobes. L'urgence humanitaire pourrait devenir une "tragédie humanitaire" selon les experts de l'ONU.

Les travailleurs, de quelque origine qu'ils soient, n'ont aucun intérêt à opter pour un camp ou pour l'autre. La guerre qui se prépare n'est pas la leur.

### LA CRISE EN COTE D'IVOIRE AFFECTE GRAVEMENT L'ECONOMIE DE TOUTE LA SOUS-REGION

La crise ivoirienne qui est à son troisième mois frappe durement l'ensemble des populations de la sous-région. Des pays comme le Burkina, Le Mali ou le Niger dépendent de la Côte d'Ivoire, du fait de leur enclavement. La presque totalité des marchandises qu'ils importent passe par le port

d'Abidjan et prend ensuite les routes ou le chemin de fer. Il en va de même, mais en sens inverse, des produits qu'ils exportent. Mais depuis le 19 septembre plus aucune marchandise ne passe entre le port d'Abidjan et ces trois pays. Lomé, la capitale togolaise, de même que Cotonou au Bénin, ou Tema au Ghana,

tentent de pallier l'asphyxie économique de ces pays mais leur port ne possède pas une grande capacité de stockage ni d'infrastructures suffisantes sans compter que du fait de la distance le prix de revient des marchandises augmente.

En tout cas les grossistes n'ont pas attendus que leur stocks soient épuisés pour augmenter leur prix. Ainsi le prix de la tonne de ciment est passé de 90 000 à 150 000 F CFA au Mali. Le carburant se faisant rare, les prix du transport flambent également. Ce qui engendre une inflation des prix des marchandises y compris celles produites localement.

La culture du coton dont dépendent 10 millions de personnes dans cette région (3 millions rien qu'au Mali) est également en grande difficulté. La récolte a déjà commencé mais l'expédition du kilo à partir du Burkina coûte 25 F CFA plus cher en passant par le port de Cotonou. Les sociétés cotonnières voudraient bien sûr faire baisser le prix d'achat du coton aux paysans afin de maintenir leur taux de profit mais elles craignent la colère des petits paysans qui, déjà avec le prix pratiqué actuellement, ne s'en sortent pas. Le président de l'Union des producteurs du Burkina exprime bien cette crainte en déclarant : "Imaginez que, sous prétexte que ne n'arrivons plus à exporter, nous ne payions plus les paysans. Nous provoquerions alors une révolte car il y va tout simplement de leur survie...". Il n'y a en effet aucune raison que ce soient les petits paysans qui payent les frais de cette crise. Les sociétés cotonnières qui les ont incités à pratiquer cette culture d'exportation au détriment des cultures vivrières, peuvent, elles, rogner sur leur marge bénéficiaire et sur les profits engrangés depuis des décennies.

Les éleveurs de bétail du Burkina connaissent également

d'énormes problèmes. Traditionnellement ils acheminent chaque année environ 650 000 bovins vers la Côte d'Ivoire. Une grande partie de ces bêtes était transportée par le chemin de fer. Or depuis le 19 septembre la Sitarail est paralysée. C'est donc à pied ou en camion que le bétail est transporté avec les risques de vols, des coûts supplémentaires, sans compter que si les bêtes arrivent à destination elles ne seront pas dans leur meilleure forme. Bien d'autres secteurs de l'économie sont touchés de la même manière.

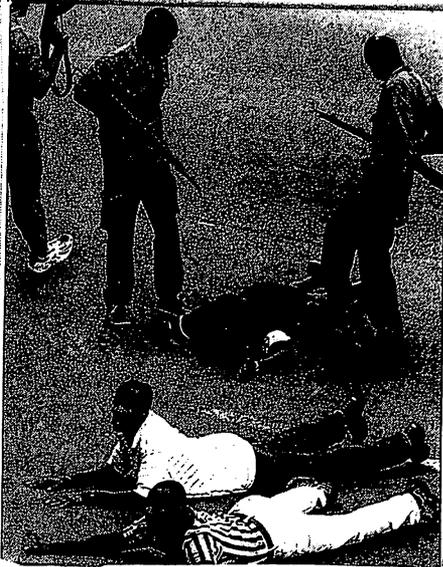
Si la crise ivoirienne dure encore plus longtemps, elle ne fera qu'aggraver encore plus le sort de millions de personnes. De nombreux Burkinabé et Maliens ont déjà quitté la Côte d'Ivoire pour échapper à la violence. La plupart d'entre eux ont dû tout abandonner en Côte d'Ivoire. Le peu qu'ils ont pu emporter avec eux a été arraché en cour de route par les policiers et les militaires qui les rackettent à chaque barrage routier. Ces dizaines de milliers de personnes exilées de force vont venir accroître le nombre des déshérités au Mali et au Burkina. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a lancé un cri d'alarme en déclarant qu'une crise humanitaire d'une grande ampleur se profile à l'horizon et que dorénavant et déjà "100 000 personnes sont affectées par les combats". Ce qui est certainement bien en dessous de la réalité.

Les dirigeants maliens et burkinabé ont profité de l'occasion pour faire de la démagogie bon marché. Ils ont affrété quelques cars pour rapatrier quelques centaines de leurs ressortissants de la Côte d'Ivoire en baptisant pompeusement cette opération de "mère patrie". Ils ont par ailleurs affirmé avoir demandé à Laurent Gbagbo de veiller à la sécurité de leurs ressortissants. Ce dernier leur aurait dit qu'il s'en occupait "personnellement". Mais, d'un côté comme de l'autre, ce n'est que pure hypocrisie.

## ECHOS DE CÔTE D'IVOIRE

### COUP DE POING DANS LES QUARTIERS PAUVRES D'ABIDJAN

Une semaine après les séries d'assassinats dans la capitale, la commune d'Abobo fut le théâtre d'une opération coup de poing le 13 novembre 2002.



Rafle dans quartier  
populaire d'Abidjan

Toutes les artères des quartiers de la commune ont été quadrillées par les éléments des "forces de l'ordre", toutes unités confondues. Ils ont effectué une

intense rafle de toute personne se trouvant sur leur passage. La plupart des raflés étaient des étrangers, même lorsqu'ils avaient leurs pièces en règle. Ils étaient répartis en petits groupes, puis convoyés dans les commissariats comme lieu de transit pour certains. D'autres étaient directement embarqués à l'école de police. Entassés comme du bétail dans des "cargos", on les a bastonnés jusqu'à destination.

Comme d'habitude, c'était aussi une occasion pour ces forces de sécurité de racketter les petites gens. Des Mauritanien en ont fait les frais jusque derrière les comptoirs de leurs petites boutiques.

Le gouvernement prétend que ce genre de rafles sont des mesures préventives contre la montée de la criminalité. Mais cela ressemble fort à une manière de terroriser les populations pauvres en prévention d'un quelconque soulèvement de colère, tellement tout le monde en a ras-le-bol!

### OPÉRATION RAFLE GÉNÉRALE A ABOBO

Le 13 novembre dernier, il y a eu des patrouilles policières dans tout les quartiers de la commune d'Abobo. Les policiers étaient armés de mitraillettes, de pistolets et des matraques. Tout le monde fuyait, sachant que n'importe qui pouvait être embarqué pour un oui ou pour un non.

Les policiers contrôlaient les pièces d'identité, fouillaient dans les maisons, ateliers de travail et magasins, on ne sait à la recherche de quoi! En tout cas, tout le monde avait peur. A défaut de pièce

d'identité sur soi, le policier vous déshabille et vous traîne à leur suite dans le quartier. Les policiers, armes aux poings, ont obligé certains à patauger dans des flaques d'eau sale, boueuses et remplies de microbes. Ceux qui ne voulaient pas subir un tel sort, devaient payer une somme d'argent.

Le racket était flagrant. Il y a, par exemple, le cas de ces deux jeunes baoulés, qui, malgré la présentation de leurs pièces d'identité, se sont vu racketter la somme de 3000 Fr chacun.

### NON AUX EXACTIONS CONTRE LES ÉTRANGERS

La semaine dernière, à Treichville, trois Etrangers ont été arrêtés par des policiers. Sous prétexte qu'il leur manque des papiers, les policiers leur demandent de payer chacun 50.000 Fr. L'un avait en sa possession 45.000 Fr. Il a été relaxé. Il n'en a pas été de même pour les deux autres qui ont été sauvagement battus avant

d'être embarqués. Ils y ont été sequestrés durant trois jours avant d'être relaxés. L'un d'eux est mort des suites de ses blessures.

Ces exemples d'exactions policières sont légion. Les "forces de l'ordre" opèrent en toute impunité sur de pauvres gens qu'ils dépouillent.

### DES POLICIERS BATTENT DE SUPPOSÉS ASSAILLANTS

Depuis la crise qui secoue la Côte d'Ivoire, tout le monde se prend pour détective. C'est ainsi que la semaine dernière, un agent de la mairie de Treichville, qui devait simplement encaisser le prix du ticket, demande, en plus, à fouiller le magasin. L'employé lui demande d'attendre son patron. Ce dernier, une fois revenu, règle le problème en soudoyant l'agent de la mairie. L'employé, écoeuré, par ce

comportement, lance que tous ces comportements vont prendre fin un jour.

Mal lui en a pris, l'agent de la mairie, se dépêche d'appeler la police pour les dénoncer comme étant deux "assaillants". Les policiers, au nombre de sept et bien armés, vont se mettre à fouiller le magasin et bastonner les deux vendeurs. Il a fallu l'intervention des voisins pour qu'ils aient la vie sauve.

### SITUATION DE GUERRE CE SONT LES PAUVRES QUI PAIENT TOUJOURS!

Depuis le 19 septembre dernier, la Côte d'Ivoire est en situation de guerre. Le pays est divisé en deux, de nombreuses entreprises tels Sitarail, Utexi, Uniwax, ont prétexté de cette situation pour mettre de nombreux travailleurs en "chômage technique" et effectuer de nombreux licenciements. Il existe aussi le cas d'autres entreprises qui profitent de la situation pour ramener le travail à mi-temps et réduire ainsi les salaires par deux! Bien évidemment, la quantité de travail abattu dans la journée, elle reste la même!

Pour les bourgeois, lorsque les affaires marchent, c'est eux qui empochent les bénéfices! Quand ça ne marche pas, c'est aux travailleurs de payer, pour qu'ils maintiennent leurs bénéfices.

Quand bien même certaines entreprises perdraient de l'argent parce que pénalisées par la situation économique actuelle, il ne leur vient pas à l'esprit de prendre sur leurs bénéfices passés, au lieu de faire payer les travailleurs. Pour ce qui est du gouvernement, il trouve tout cela, bien sûr, tout à fait normal!

### UNE GUERRE ENTRE PAUVRES LE CAS DE LA RÉGION YACOUBA

Au lendemain de la mort du général Guei, ses partisans, dans plusieurs villages des cantons du département de Biankouma, se sont

attaqués aux biens et aux personnes des militants du FPI.

A l'origine, c'est dans un

village proche de Biankouma, Gan, d'où est originaire le nouveau maire UDPCI (parti de Guéi) de Biankouma, que les militants FPI auraient présenté leurs condoléances aux militants de l'UDPCI. Ces derniers n'ont pas apprécié le geste, l'assimilant à une moquerie.

La suite sera fatale pour ces quelques militants FPI qui verront leurs habitations, leurs plantations détruites et, eux-mêmes chassés du village par la suite. Les mêmes

incidents se reproduiront dans plusieurs cantons de Biankouma et de Sipilou.

Aujourd'hui, plus de 450 familles se trouvent réfugiées à Man. Parmi ces réfugiés, il y a même des blessés graves qui ont été admis au CHU de Man.

Voici comment, si nous n'y prenons garde, la lutte pour le pouvoir de quelques politiciens, risque de dégénérer en guerres fratricides entre pauvres.

### ZONES ASSIÉGÉES LES POPULATIONS DOUBLEMENT VICTIMES

Depuis le déclenchement de cette guerre, les populations pauvres des zones dites de guerre, Korhogo-Boua-Bouaké-Vavoua et même Daloa, vivent des situations difficiles, faites de manque de nourriture, de soins dans les hôpitaux, de coupures d'électricité et d'eau. Il faut ajouter à cela l'insécurité et la peur d'un affrontement inter-communautaires, à ne pas écarter et bien sûr, un affrontement ouvert entre les forces armées en conflit.

Ceux qui ont pu s'échapper de ces régions ont dû marcher pendant des jours, sous la menace des rebelles avant d'atteindre Tiébissou, Yamoussoukro, Didiévi ou autres endroits qui ressemblent tous aujourd'hui à des camps de concentration.

Ces populations sont doublement victimes. D'abord des ambitions et appétits des politiciens qui depuis 1990, eux et leurs hommes de plume, ont envenimé l'atmosphère sociale. Ils ont véhiculé chacun à leur niveau, le poison de la division, de la haine, entraînant la violence entre pauvres.

Aujourd'hui, on ne sait même plus à quoi s'en tenir, si cette situation dégénère en un conflit généralisé. En tout cas, les risques sont réels. Aux populations pauvres de comprendre que leurs premiers ennemis ce sont les politiciens de leurs propres ethnies qui les poussent à la haine de l'autre. Parce que quel que soit celui qui est au pouvoir, il est de toutes les façons un ennemi des pauvres!

### LES POLICIERS REMPLACENT LES VOLEURS!

Les descentes policières dans les quartiers précaires continuent toujours, sous le prétexte que des assaillants s'y cachent. C'est ainsi que Gbagba, un quartier pauvre de Bingerville, en a été victime. Venus d'abord le matin, les policiers ont

prétexté procéder à un contrôle d'identité, pour revenir en pleine nuit, entre 2h et 3h du matin. Et là, les habitants ont été dépouillés de leurs portables et de leur argent.

### POLITIQUE D'IDENTIFICATION OU DE DISCRIMINATION ET DE DIVISION?

Selon un journal de la place, on pouvait lire la note suivante

dans un commissariat de Bouaké: "les demandeurs de cartes nationales

d'identité portant des noms à consonance Malinké, doivent produire un certificat de nationalité de l'un des parents".

Voilà les dérives auxquelles

conduisent la nouvelle politique d'identification, quand on sait qu'officiellement il faut seulement un extrait de naissance et un timbre pour obtenir la nouvelle carte d'identité.

#### DESTRUCTION DES QUARTIERS PRÉCAIRES D'ABIDJAN

A un quotidien français à qui il a accordé une interview, Gbagbo a affirmé qu'il a été félicité par la population quand il a entrepris de casser les bidonvilles.

Quelle est donc cette "population" qui aurait applaudi ces destructions? Certainement pas les travailleurs victimes de cette injustice! On voit mal ces populations déguerpies, traînant à

travers la ville d'Abidjan avec leur famille, sans un endroit où aller, applaudir Gbagbo.

Evidemment, quand ces gens-là disent parler au nom de la "population", ils parlent des gens de leur milieu, des bourgeois, petits et grands, qui voient très mal les pauvres venir les envahir dans leurs quartiers, en créant des bidonvilles aux portes de leurs palais.

#### RECRUTEMENT DES MERCENAIRES AUJOURD'HUI, DES ENFANTS, DEMAIN !

Dans une interview accordée à un quotidien français, le président de l'Assemblée Nationale, Mamadou Koulibaly a avoué accueillir "à bras ouvert les Angolais et tous ceux qui veulent nous aider".

On se rappelle qu'au début de la rébellion, le régime, pour étayer sa thèse d'"agression étrangère", brandissait le fait que des "mercenaires étrangers" étaient,

disaient-ils, aux cotés des rebelles. Aujourd'hui, c'est à tour de bras que le gouvernement, lui-même, semble recruter des mercenaires originaires d'Angola, d'Afrique-du-Sud et de France.

Pour garder leur pouvoir, pour les uns, pour y parvenir, pour les autres, ces gens-là sont prêts à nous entraîner dans la barbarie, à la mort!

#### SENEGAL

#### **WADE VEUT FAIRE PRENDRE DES VESSIES POUR DES LANTERNES**

Depuis l'arrivée de Wade au pouvoir en avril 2000, le Sénégal est à son troisième gouvernement. Depuis le 4 novembre dernier c'est Idrissa Seck, le bras droit de Wade, qui a été propulsé au poste de Premier ministre. Son gouvernement compte 31 ministres contre 25 précédemment. Tous les dirigeants de partis politiques ont été conviés à participer à la mangeoire. Certain, comme Tanor Dieng, dirigeant du PS, Dansokho du PIT, de Djibo Kâ (URD) ont décliné l'offre par calcul politique en espérant revenir au

pouvoir lors de prochaines élections. D'autres, des seconds couteaux, ont préféré "manger" tout de suite en se disant que c'est déjà ça de gagné et qu'ils auront le temps de voir venir une nouvelle donne si celle-ci se présentait à l'avenir.

Ce nouveau Premier ministre est présenté comme le "joker" de Wade. Il va dit-on "enclencher la vitesse supérieure" et réaliser enfin le "Sopi" (changement) promis par Wade mais qui n'a jamais vu le jour.

Rappelons que jusqu'ici la distribution de l'électricité est toujours calamiteuse de même que l'état du transport public notamment à Dakar alors que durant la campagne électorale Wade promettait qu'il allait régler ces problèmes très vite s'il arrivait au pouvoir. Plus de deux années après on n'a pas avancé d'un iota dans ces domaines pourtant vitaux pour la population. Le tragique naufrage du bateau "Le Joola" qui était totalement sous la responsabilité de l'Etat sénégalais qui en assurait la maintenance et la gestion, illustre de manière dramatique l'irresponsabilité et l'incapacité de Wade à résoudre ne serait-ce qu'une partie des problèmes des plus démunis. Il en est de même pour la santé et l'éducation. Quant à la question casamançaise il faut se souvenir que durant la campagne électorale Wade disait : "Moi, je règle ça en six mois !". Aujourd'hui on en est au même point que sous Diouf.

Un certain nombre de travailleurs s'aperçoivent

aujourd'hui qu'ils ont été bernés par les fausses promesses de Wade. Dans la fonction publique les salaires sont restés aussi bas que sous Diouf alors que les prix des denrées ont largement augmenté par rapports aux revenus des salariés. Il en va de même pour les conditions d'existence des salariés du secteur privé. C'est pour faire diversion, pour parer à d'éventuels coups de colère de la population pauvre que Wade se montre très courtois vis à vis des grands marabouts dont celui de Touba à qui il rend souvent visite. Il ne rate aucune occasion pour se montrer à la télévision et s'autocongratuler tout en donnant des leçons de morale à la population. C'est ainsi que lors de la précédente coupe du monde de football où les "Lions" sénégalais ont remporté quelques succès, Wade avait agi comme s'il s'agissait de sa propre victoire. Il a également profité de ses interventions diplomatiques dans la crise malgache et ivoirienne pour les présenter comme ses "succès" personnels. Mais les travailleurs ne sont pas dupes.

### TCHAD-CENTRAFRIQUE

#### DES PAYSANS VICTIMES DU DIFFEREND ENTRE LES DEUX DIRIGEANTS

La brouille actuelle entre le Tchad et la Centrafrique a commencé avec la tentative de coup d'Etat du 25 octobre contre Ange Patassé, perpétré par le général Bozizé entré en dissidence contre le régime de Bangui. Ce dernier, à la tête d'un groupe de rebelles a trouvé refuge au Tchad, d'abord à Sarh, puis à Ndjaména.

Patassé a saisi officiellement Ndjaména pour réclamer l'extradition de Bozizé vers Bangui afin d'y être jugé. Mais Déby refuse, ce qui a soulevé la colère du chef de l'Etat centrafricain.

Aux négociations de Libreville, les deux parties ont conclu un "accord de bon voisinage" : Bozizé serait arrêté et expédié à Bangui.

En contrepartie, Patassé lui enverrait un certain Miskine, un chef rebelle d'une opposition armée au régime de Déby qui tient un maquis dans le Sud du Tchad.

Mais cet accord est resté sans lendemain. Aussi, publiquement, Patassé a accusé Déby d'être à la base de la tentative de coup d'Etat visant à le renverser. Il lui reproche aussi de vouloir annexer le Nord de la Centrafrique pour pouvoir exploiter le pétrole découvert dans cette zone.

Le chef de l'Etat tchadien de son côté a saisi les instances africaines pour se plaindre. Il affirme que "des centaines de Tchadiens" ont été massacrés par les

forces centrafricaines dans le Sud du Tchad sous prétexte de mater les rebelles de Bozizé repliés dans cette zone.

Déby est pris entre deux feux. Au Nord il doit affronter les rebelles du MDJT dont le chef a trouvé la mort dans un hôpital de Tripoli en Libye (son camion avait sauté sur une mine). Au Sud, il fait la guerre à des groupes armés disséminés dans des maquis, notamment entre la frontière du Tchad et de la Centrafrique.

L'exploitation du pétrole découvert à Doba dans le Sud est prévue pour début janvier 2003. Aussi cherche-t-il à éliminer ces rebellions qui risquent de torpiller ce projet.

Dans cette optique, un gouvernement de Bangui qui lui est

favorable pourrait contribuer à couper aux rebelles toute retraite en terre centrafricaine.

Pour le moment le ton continue à monter entre Ndjaména et Bangui. Et comme dans tout conflit de ce genre, les principales victimes sont bien évidemment les populations.

A Bangui, le "kilomètre 5" quartier populaire où habitent la plupart des Tchadiens, est montré du doigt. La menace n'est que verbale pour l'instant. Mais la situation peut fort bien se détériorer assez vite. En revanche, dans le Nord, des paysans tchadiens ont fui pour se réfugier au Tchad, notamment à Sarh.

Les deux dictateurs réussiront-ils à aplanir leur différend? Sinon les populations des deux pays risquent d'en pâtir encore davantage.

## NIGERIA

### L'ELECTION DE MISS MONDE PROVOQUE UN BAIN DE SANG

Un article paru dans le journal "This day" à Kaduna a été jugé blasphématoire. Cet article disait simplement que le prophète Mahomet lui-même aurait probablement choisi son épouse parmi "les reines de beauté" bientôt présentes au Nigéria.

Les intégristes musulmans ont saccagé les locaux du journal avant de les incendier. Dans plusieurs grandes villes du Nord du Nigéria (les musulmans sont majoritaires dans une douzaine de ces Etats) les islamistes ont érigé des barrages et pillé certains magasins. Des hôtels ont été mis à sac. Des groupes de chrétiens se sont aussi organisés pour mener des opérations de représailles en brûlant des mosquées. Plus de 200 morts et des milliers de blessés ont déjà été dénombrés et ça ne semble pas s'être arrêté. Rappelons que des

affrontements inter-religieux et inter-ethniques en 2 000 dans la même région avaient fait plusieurs milliers de morts.

Ces régions sont les plus déshéritées de la fédération. C'est sur ce terrain propice que des imams fanatiques ont fini par imposer leurs règles rétrogrades. Ils se sont appuyés sur le développement de la ferveur religieuse pour instaurer la charia (loi islamique). Cette loi est féroce envers ceux qui osent porter atteinte à la propriété. C'est ainsi que de nombreuses personnes se trouvent condamnées à subir l'amputation d'une main en cas de vol et des deux mains en cas de récidive, etc. Les plus touchés par la charia se comptent évidemment parmi les gens pauvres.

Les femmes sont doublement victimes de ces lois. Déjà leur

situation n'était pas très enviable mais depuis que la charia est en vigueur (avec l'aide de l'Arabie Saoudite), ces femmes sont considérées comme des esclaves. Plusieurs d'entre elles ont été condamnées à la lapidation c'est-à-dire à être bombardées de pierres jusqu'à ce que mort s'en suive. Leur crime : avoir donné naissance à un enfant hors mariage ou avoir commis un adultère.

Cela ne semble pas gêner outre

mesure les grandes puissances puisqu'elles continuent d'entretenir d'excellentes relations avec les dirigeants de ce pays. Heureusement que grâce à l'opiniâtreté de certaines militantes féministes et l'effort de nombreuses organisations laïques ou démocratiques de par le monde, l'écho des hurlements de détresse de ces femmes finit parfois par être capté par tous ceux qui disent non à cette forme de dictature.

### SANGATTE

#### SARKOSY VA EN GUERRE CONTRE LES RÉFUGIÉS.

Au début de ce mois de novembre Sarkosy a décidé la fermeture du Centre de Sangatte, centre qui accueillait jusqu'ici les réfugiés pour la majorité des kurdes irakiens ou afghans. Ils étaient concentrés là parce que c'est un endroit qui permettait de passer en Angleterre clandestinement. Ils veulent aller en Angleterre parce qu'ils parlent anglais et surtout ils veulent rejoindre des amis ou des membres de leur famille installés là-bas. Par ailleurs ils estiment qu'en Angleterre il est plus facile de trouver du travail, même si récemment le gouvernement britannique vient de décréter une loi interdisant le droit au travail aux nouveaux réfugiés.

Cette décision de Sarkosy est une bonne occasion pour lui de montrer à son électorat de droite et xénophobe que c'est un homme qui durcit la situation des réfugiés et qu'il est prêt à employer la force. C'est ainsi qu'à part les 1800 réfugiés de Sangatte, à qui on a donné des badges pour les reconnaître, les nouveaux arrivants sont systématiquement refoulés. Et c'est par centaines que des nouveaux arrivent régulièrement. Sarkosy a déployé la force policière pour les écarter et les pourchasser systématiquement.

C'est révoltant de voir les arrivants qui sont obligés de chercher des refuges un peu partout dans la région. Cela peut être un hall de gare, des abribus, des cabines téléphoniques ou simplement dans des parcs. Certains de ces réfugiés qui cherchent des abris de fortune sont arrêtés par la police et relâchés dans la campagne, d'autres gardés pour être reconduits à la frontière. Que des réfugiés affrontent la pluie, le froid et la faim c'est le cadet des soucis des autorités. Lorsqu'une église à Calais accueille des nouveaux arrivants la police de Sarkosy s'empresse pour les évacuer. Quand des associations d'aide aux réfugiés font l'occupation d'une salle de sport pour accueillir ces derniers, le maire de Calais, pourtant communiste, a fait évacuer par la police brutalement.

Dans cette affaire les élus de gauche ne se distinguent en rien de ceux de la droite. Ils se retranchent tous devant la décision de Sarkosy qui promet que les réfugiés peuvent demander le droit d'asile en France. Mais les réfugiés ne leur font pas confiance, à juste titre, car il suffit de voir l'attitude des autorités françaises au sujet des sans-papiers qui depuis des mois n'arrêtent pas de

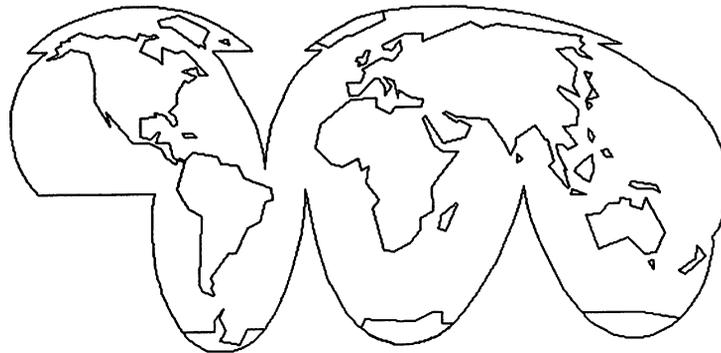
manifestent leur colère devant le refus du gouvernement de régulariser et accorder des cartes de séjour à des travailleurs immigrés qui sont en France depuis des années et même depuis plus de dix ans.

Si des centaines, des milliers de personnes quittent leurs pays pour venir en Europe, en Amérique du nord, dans les pays riches, c'est le système capitaliste qui continue à appauvrir tout un tas de pays sous-développés. C'est en fuyant la misère, la pauvreté et la guerre de chez eux qu'ils arrivent à la frontière des pays riches en utilisant tous les moyens, même les plus dangereux. Les Irakiens, la

Afghans ne sont pas les seuls. Combien des travailleurs africains utilisent des embarcations de fortune pour atterrir en Italie, en Espagne ou au Portugal, sans compter ceux qui périssent en cours de route dans le détroit de Gibraltar. Cette situation n'est pas propre à l'Europe, des travailleurs pauvres du Mexique ou d'Amérique latine tentent de rentrer aux Etats-Unis en traversant des frontières très surveillées.

Tant que ce système continue à dominer le monde par l'exploitation et la guerre personne n'arrivera à arrêter de pauvres de fuir la misère et la guerre et passer à travers les frontières même si les contrôles sont de plus en plus dures.

### TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.